

Situation au Niger : « une intervention militaire serait d'ouvrir la porte de l'enfer pour la sous-région dont la fermeture sera difficile », Raphaël Yonli

Page 3

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 16 Août 2023

7 jrs/7

N°2256 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Niger: les nouvelles autorités dénoncent les sanctions illégales de la CEDEAO

Page 7

Ethiopie: une frappe aérienne anéantie 26 personnes dans la région d' Amhara



Page 6

Somalie: 4 épouses des islamistes Shebab devant le tribunal militaire



Page 2

SOMALIE

4 épouses des islamistes Shebab devant le tribunal militaire



Une combinaison de photos des 4 femmes accusées de soutenir les shebab fournies par le tribunal des Forces armées somaliennes

Au cours de la semaine passée, les autorités somaliennes ont convoqué 4 " épouses" des islamistes shebab devant le tribunal militaire de Mogadiscio pour des faits de complicité et d'actes liés au terrorisme.

La Somalie, comme beaucoup d'autres pays africains, fait face depuis des années à une insurrection des islamistes d'Al Shebab qui menace l'intégrité territoriale du pays. Entre crimes, kidnapping etc, ces groupes arrivent à commettre leur sale grâce à la complicité de certains natifs du pays. Mais, au cours de la semaine, un fait surprenant s'est déroulé au tribunal militaire de Mogadiscio. En effet, 4 femmes ont été conduites devant le tribunal militaire pour des faits de complicité avec les shebab qui sont affiliés au groupe terroriste Al-Qaïda depuis un certain temps. Il s'agissait de 4 femmes à savoir: Khadra Mohamed Isse, Aisha Muhyadin Mohamud, Zahra Hussein Isse et Naima Farah Sheikhdoon. Elles sont accusées d'aider les dirigeants d'Al Shabaab dans la région de Lower Shabelle, au sud de la capitale somalienne Mogadiscio. Selon le journal en ligne, The EastAfrican, le Procureur du tribunal militaire a détaillé mardi de la semaine dernière, lors de leur audience, qu'elles avaient partagés de fausses informations avec les forces de sécurité gouvernementale, lorsqu'elles ont été interceptées le 21 avril 2023 à un poste de contrôle de

La suite à la page 3

La suite de la page 2

sécurité, à environ 50 km au sud de Mogadiscio, généralement connu sous le nom de K50. Soutenant son argumentaire contre les 4 femmes qui seraient des épouses des islamistes shebab, le tribunal a déclaré avoir appris que les femmes ont été appréhendées alors qu'elles voyageaient dans un véhicule avec des sacs remplis d'engins explosifs, alors qu'elles étaient de retour de Kunyo Barrow, une ville agricole située dans une zone contrôlée par Al Shabaab, où elles auraient rencontré leurs maris (les shebab ndlr), toujours selon notre source. Pour se défendre, les 4 femmes ont indiqué devant le tribunal militaire, qu'elles n'étaient pas au courant de l'association présumée de leurs maris avec le terrorisme. Quant au chauffeur du véhicule qui conduisait les femmes et qui fait face aux mêmes chefs d'accusation, a avoué qu'il avait été chargé d'acheminer les colis à un homme d'affaires du marché de Bakara, le plus grand centre commercial de Mogadiscio, rapporte The EastAfrican. Le verdict n'est pas encore prononcé à l'encontre des personnes interpellées. Pour rappel, la Somalie fait face au groupe islamiste shebab, affilié à Al-Qaida depuis plus de 15 ans maintenant. Ces radicaux islamistes réclament au gouvernement fédéral, l'instauration de la charia, la loi islamique.

Lucien DAKISSAGA

Situation au Niger : « une intervention militaire serait d'ouvrir la porte de l'enfer pour la sous-région dont la fermeture sera difficile », Raphaël Yonli



Raphaël Yonli, président du mouvement Jeunesse-Réveille Toi

La sous-région ouest-africaine connaît des bouleversements politiques ces dernières années avec l'arrivée au pouvoir des régimes militaires. L'insécurité est le premier facteur justificatif des régimes d'exception. La crise sécuritaire touche, plus la frange jeune qui compose l'essentiel de la population de cet espace. La rédaction du Quotidien Numérique d'Afrique dans le but de permettre aux jeunes de s'exprimer sur des questions qui leur touchent directement, a décidé de tendre son micro au jeune leader, Yonli Raphaël. Il est le président du mouvement Jeunesse-Réveille Toi. Il s'est

La suite à la page 4

NIGER

La suite de la page 3

prononcé sur la situation au Niger et l'intervention militaire envisagée par la CEDEAO dans ce pays et les conséquences que cela pourrait engendrer dans l'espace ouest-africain.

1) La sous-région est actuellement bouleversée par les événements en cours au Niger. Pensez-vous qu'une option militaire comme le souhaite la CEDEAO pour rétablir Mohamed Bazoum au pouvoir pourrait résoudre la crise actuelle dans le pays ?

Yonli Raphaël (YR): nous, en tant que jeunes du Mouvement Jeunesse-Réveille Toi, notre position est claire sur la situation en cours dans le pays. Nous soutenons le putsch du général Tchiani, que nous qualifions de salvateur dans le sens où les premières sorties du général et ses camarades s'inscrivent dans notre vision des choses pour notre sous-région. C'est-à-dire face aux problèmes communs, des actions communes. Pour ce faire, en tant qu'organisation de la société civile, nous avons été parmi les premiers à lancer une mise en garde contre la CEDEAO s'agissant de l'option militaire dont elle compte faire recours pour restaurer le pouvoir déchu. Avec l'arrivée des nouvelles autorités dans ce pays, nous avons de l'espoir qu'il s'agit d'une nouvelle page qui s'ouvre au Niger pour une vraie indépendance.

2) La jeunesse sahélienne est de plus en plus engagée et n'hésite pas à montrer sa colère vis-à-vis de la CEDEAO et la France. Selon vous, quelles sont les causes de cette colère et quelles pourraient être les conséquences d'une intervention militaire sur la vie des jeunes de cette partie de l'Afrique ?

YR: tout d'abord, nous saluons le courage des présidents Ibrahim Traoré et Assimi Goita pour leur soutien au peuple nigérien. Pour nous, la CEDEAO dans son état actuel ne représente pas les aspirations des peuples africains. Plutôt, l'institution sous régionale s'est constituée en une sorte de ‹‹ syndicat des Chefs d'État ›› qui ne défend que les intérêts de ces derniers. Personne ne pourra truquer l'histoire du panafricanisme, car les trois transitions convergent vers le même idéal et pour cela, nous les jeunes nous sommes décidé à militer pour ramener la CEDEAO vers cet idéal des pères fondateurs de l'institution. La France ne veut pas perdre le Niger qu'elle considère comme son pré carré à cause de l'uranium etc. Une perte du Niger aura des conséquences géopolitiques et géostratégiques pour l'hexagone raison pour laquelle, elle est prête à appuyer l'intervention militaire sous l'égide de la CEDEAO. Mais, une intervention militaire au Niger sera comme ouvrir les portes de l'enfer pour toute la sous-région et cela entraînera par ricochet des mouvements migratoires vers l'Europe. Nous constatons déjà, la souffrance de nos frères qui souhaitent rejoindre l'Europe dans le désert libyen à cause du chômage qui gangrène nos différents pays. Le coût de la guerre pèse déjà sur le budget de nos Etats respectifs

La suite à la page 5

La suite de la page 4

et nous nous posons la question de savoir si les dirigeants ouest-africains ont pesé les conséquences d'une telle intervention sur les jeunes dans les années à venir d'autant plus que beaucoup de rapports et d'études ont révélé que c'est le chômage qui a entraîné la majorité de nos compatriotes dans le terrorisme. En conclusion, nous disons que l'intervention militaire de la CEDEAO n'est pas envisageable au Niger, car ce serait ouvrir la porte de l'enfer dont la fermeture serait très difficile.

3) On reproche à la CEDEAO d'être restée silencieuse depuis des années face aux groupes terroristes et les rebelles. Aujourd'hui elle est prête à monter une armée pour restaurer la démocratie. Est-ce à dire que nos Chefs d'État ont failli à leur mission première qui est la protection de la vie et des biens des citoyens ?

YR: la question de l'égalité du traitement des dossiers de chaque pays qui compose la CEDEAO reste un problème. Quand il s'agissait de la Côte d'Ivoire où Alassane Ouattara a modifié la constitution pour briguer un troisième mandat, l'institution est restée bouche bée. Aujourd'hui, au Sénégal, nous voyons la situation avec le retrait de l'opposant Ousmane Sonko dans le liste électorale, on constate toujours un silence de la part de l'institution. Au regard de tout cela, nous nous disons que quand il s'agit de défendre les intérêts égoïstes des dirigeants africains et leurs alliés occidentaux, la CEDEAO est vent debout, mais s'agissant de son objectif premier qui est de défendre l'intérêt des peuples africains, elle est silencieuse. Et pire, elle est contre les leaders qui sont prêts à défendre nos intérêts soit disant que ce sont des putschistes. Mais, nous sommes décidés à défendre les militaires tant qu'ils porteront nos aspirations partout dans le monde. L'institution sous régionale est muette face au terrorisme, mais rougit quand il s'agit des putschs. Mais, elle oublie que la succession des coups d'État n'est que la conséquence de la mauvaise gouvernance. Le terrorisme sévit au Sahel depuis des années, mais la CEDEAO n'a pas posé des actes qui se sont révélées salvatrices pour nos populations. Les coups d'État que le Sahel a enregistré ces dernières années sont des putschs salvateurs car, elle vise à lutter contre le terrorisme sans sous-traiter notre sécurité avec des partenaires qui ont déjà enregistré des échecs dans de pareilles circonstances dans d'autres contrées et même au Sahel.

4) votre dernier mot svp

YR: à ce stade de notre lutte pour les actions panafricaines face aux défis communs qui lient nos Etats sahéliens, c'est d'inviter les jeunes à plus de veille citoyenne et rester mobilisés. C'est aussi, une occasion pour moi, de dire aux jeunes Nigériens qu'ils ont le soutien de la jeunesse burkinabè dans son ensemble.

Propos recueillis par Lucien DAKISSAGA

ETHIOPIE

Une frappe aérienne anéantie 26 personnes dans la région d' Amhara



Environ 26 personnes ont perdu la vie dimanche dans une frappe aérienne à Finote Selam, dans la région d' Amhara en proie à des combats entre l'armée et les rebelles, selon Africa Radio qui cite un responsable d'un hôpital de la ville et un habitant.

Selon le responsable de l'hôpital, 22 corps ont été amenés à l'hôpital pendant que 4 autres personnes ont perdu la vie suite aux blessures, peu après leur arrivée à l'hôpital. Toujours selon lui, l'hôpital a reçu 55 blessés dont plus de 40 sont sont dans un état critique. Sous le couvert de l'anonymat, un habitant a indiqué avoir aidé à enterrer des corps de 30 victimes et aussi aidé à transporter de nombreux blessés. Cette frappe est la plus meurtrière depuis que les combats ont éclaté début juillet entre l'armée fédérale et des rebelles de Amhara, dont la milice nationaliste Fano. Ce conflit intervient seulement neuf mois après le conflit de Tigré. Les autorités éthiopiennes ont décrété l'état d'urgence le 4 août 2023. La commission éthiopienne des droits de l'homme, une institution publique indépendante, dans un communiqué a exprimé son inquiétude sur la situation en Amhara. Elle indique avoir reçu des informations crédibles faisant cas des frappes et des bombardements avec son corollaire de victimes. Toutefois, le bilan officiel des victimes reste inconnu car les accès sont restreints.

Mohamed OUEDRAOGO

NIGER

Les nouvelles autorités dénoncent les sanctions illégales de la CEDEAO



Les nouvelles autorités nigériennes ont dénoncé les sanctions illégales et inhumaines infligées par la CEDEAO, dans un communiqué lu à la télévision nationale par le colonel-major Amadou Abdramane,

Les autorités nigériennes regrettent cette attitude de la Communauté internationale, qui consiste à manifester sa solidarité vis-à-vis de quelques politiciens du régime déchu. Elles estiment aussi que la communauté internationale manque d'empathie envers les populations nigériennes durement éprouvées par les sanctions inhumaines de la CEDEAO. Selon le communiqué, le pays est privé de produits pharmaceutiques, de denrées alimentaires de première nécessité ainsi que d'électricité. Le Premier ministre nigérien, Ali Mahaman Lamine Zeine, quant à lui, a indiqué que le Niger peut surmonter les sanctions, a-t-il annoncé lundi à l'issue d'une interview à DW. Il a toutefois ajouté que c'est un défi injuste qui a été imposé à son pays. Il a aussi affirmé que son pays doit garder de bonnes relations avec le Nigeria et la CEDEAO. Dans un autre communiqué lu à la télévision, les nouvelles autorités ont aussi montré leur intention de poursuivre en justice le président déchu, Mohamed Bazoum pour haute trahison. Le gouvernement a indiqué avoir réuni des preuves pour le traduire avec ses complices devant les instances nationales et internationales pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure.

Mohamed OUEDRAOGO

MAURITANIE

Gaz: Quelle gestion pour les revenus ?



Par: Cheikh Ahmed Ould Mohamed

Ingénieur Chef Du Service Etudes Et Développement, Établissement Portuaire De La Baie Du Repos, Nouadhibou

La Mauritanie est en passe de devenir un important producteur de gaz naturel dans les prochaines années. Une source potentielle de croissance économique pour le pays, conduisant à l'afflux de capitaux étrangers liés à la production qui pourrait causer de sérieux problèmes macroéconomiques et de gouvernance, notamment une baisse de la qualité des décisions en matière de dépenses publiques et une recherche accrue de rentes, alors que notre pays est classé parmi les pays du Tiers-monde les plus pauvres et les moins développés. Cela fait plus de cinq ans que l'État mauritanien travaille avec son homologue sénégalais sur un projet gazier commun connu sous le nom d'» Ahmeyim «, autour du forage de deux puits. Selon les estimations officielles, la production annuelle devait atteindre 2,5 millions de tonnes dans sa première phase puis, après le développement d'une deuxième phase qui devrait démarrer en 2025, cinq millions de tonnes, pour plafonner enfin, dans la troisième phase (2030), autour de dix millions de tonnes/an. Les revenus annuels pour la Mauritanie devraient être de l'ordre de cent millions de dollars par an dès la première phase du projet. De quoi attiser l'impatience des Mauritaniens espérant que le début de l'extraction du gaz marque celui du développement économique du pays. Cela se traduit en réflexions tous azimuts sur les plans politique, économique et sécuritaire, ainsi que sur la position de notre pays dans la région. Mais le spectre de la mauvaise gestion, de la corruption et des déséquilibres de gouvernance ne cesse de planer, entravant la voie du progrès et du développement dans les esprits, avant le terrain. Des contraintes aggravées par les déclarations attribuées au ministre de l'Économie et de la promotion des secteurs productifs, monsieur Ousmane Mamoudou Kane : « […] le pays ne peut pas compter sur des richesses qui ne se renouvellent pas «, a-t-il dit à propos des revenus attendus du projet, justifiant son propos par le fait que « de nombreux de pays dans le monde ont accumulé des

La suite à la page 9

MAURITANIE

La suite de la page 8

sommes colossales d'argent à partir du pétrole et du gaz mais les ont investis en d'autres secteurs pour diversifier leurs sources après avoir réalisé que l'avenir de l'économie n'est plus en faveur du gaz «. Un défi majeur À quels termes les Mauritaniens peuvent-ils donc espérer voir l'économie du pays s'améliorer et croître ? Les industries extractives vontelles sortir des milliers de jeunes du chômage qui touche plus de 30%d'entre eux, selon les chiffres officiels ? La gestion des revenus est une des principales responsabilités de notre gouvernement qui devra mettre en place des procédures et des règles pour réguler le contrôle des fonds publics et la distribution de ceux-là. Si les ressources en gaz ne sont évidemment pas inépuisables, leur gestion peut générer de multiples retombées socio-économiques partout dans notre pays, contribuant à établir des solutions à long terme qui renforcent la confiance des investisseurs, améliorent l'accès aux marchés et soutiennent la compétitivité. L'industrie du gaz est donc essentielle à l'économie nationale. Certes les défis liés à la réglementation des politiques fiscales et à l'accès aux marchés limitent sa croissance et cela impose au gouvernement de stimuler le produit intérieur brut, financer les infrastructures, l'éducation, les soins de santé et autres produits et services ; tout en maintenant des emplois stables au sein de la classe moyenne qui pourrait jouer un rôle important en matière de développement durable pour lutter contre le chômage des jeunes. Le gouvernement s'efforce d'améliorer la qualité de vie de nos citoyens et cela implique de poursuivre différents objectifs. Comme, par exemple, augmenter la croissance du PIB, réduire la pauvreté, générer des emplois, maintenir le taux d'inflation à un faible niveau, susciter un environnement économique propice et fournir des services publics de qualité à tous. C'est beaucoup et la gestion des recettes publiques de l'exploitation de gaz est un défi majeur pour notre pays. Il va s'agir d'opter pour des investissements conduisant à une plus grande capacité de production et à une diversification économique accrue, pour aboutir en fin de compte à un niveau de vie plus élevé pour tous nos concitoyens. A contrario, une mauvaise gestion gâchera les possibilités qu'offrent les ressources non renouvelables de gaz et réduire les perspectives de relever les défis auxquels le pays est confronté. Je pense qu'il est donc nécessaire de mettre en place un comité d'orientation stratégique du gaz impliquant tous les partenaires de l'État afin de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer un suivi particulier dans la reconfiguration de l'économie nationale adaptée aux opportunités et enjeux de notre pays. Cela peut élargir le consensus national autour de la gouvernance inclusive et participative du secteur et de la gestion des recettes issues de l'exploitation des ressources gazières. Il est important de comprendre que cette production va constituer une part importante de notre approvisionnement énergétique au cours des années à venir, sans pour autant mutiler notre capacité à devenir un choix de premier plan d'approvisionnement pour de nombreux autres pays. Il est certain que le démarrage de l'extraction fera de la Mauritanie un nouveau centre d'attention des pays importateurs de gaz, en particulier en cette Europe si proche de nos côtes et de plus en plus demandeuse en gaz. C'est donc dire que d'importants défis doivent être relevés rapidement pour permettre à notre pays de prendre sa

La suite à la page 10

La suite de la page 9

place dans le bouquet gazier mondial. Cela nous oblige à développer une industrie économiquement viable qui réponde à des critères tout autant environnementaux que concurrentiels.

De nombreux inconvénients Nul doute que cette affaire place notre pays et le Sénégal au cœur des orientations stratégiques internationales dans le domaine de l'énergie. L'entrée de nos pays en ce secteur va ouvrir la voie à des transformations majeures, entraînant la révision des politiques de certains pays dans la région, alors que la course aux faveurs de Nouakchott a commencé, avec l'ouverture de nouveaux consulats et ambassades, tandis que se consolident de plus anciennes relations bilatérales. Si l'engagement de l'État doit se porter surtout sur la transparence, la bonne gestion et la diversification bien étudiée des bénéfices du secteur, en plein respect de nos exigences spécifiques de développement, c'est beaucoup dû aux avantages que lui offre son désengagement envers les coûts d'exploration, lui évitant les déboires de recherches infructueuses. Bénéficiant du concours des meilleures sociétés internationales en ce domaine, il dispose également d'une part de la production sous forme de redevance : jamais moins de 10 %, comme spécifié dans le Code des hydrocarbures. Bien sûr, il a le droit d'augmenter ce pourcentage, puisqu'il atteint 14% dans le projet d'Ahmeyim et même 29% en ce qui concerne le champ de Bir Allah, sans compter divers autres avantages sur les profits. Mais les inconvénients sont nombreux. À commencer par la très longue durée des contrats conclus entre l'État et les grandes entreprises : elle peut dépasser un demi-siècle pour le gaz, une très longue période au regard de l'accélération des mutations dans le secteur de l'énergie mondiale. Le Monde peut ainsi réaliser un basculement qualitatif vers d'autres sources d'énergie avant la fin du contrat…tandis que cette longévité de bail cache une atteinte aux droits des générations futures et à leur part de notre richesse nationale. La région du Sahel partagée entre la Mauritanie et le Sénégal est une région très riche en flore et faune. Des milliers de kilomètres de désert saharien débouchent sur un sol fertile, arrosé par le fleuve Sénégal, offrant un lieu de repos à des millions d'oiseaux aquatiques sur leur voyage entre l'Afrique et les pays tempérés. On doit donc demander aux grandes entreprises impliquées dans l'exploitation des hydrocarbures un maximum de garanties protégeant l'écosystème mauritanien. Ce n'est pas peu que le puits Okra 1 constitue, à ce jour, la plus grande découverte d'hydrocarbures en eaux profondes au monde. Dans ce contexte attenant aux défis liés aux changements climatiques, nous devons nous préoccuper d'une approche nationale à long terme, respectant notamment nos engagements pris lors de l'accord de Paris. Nous avons à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effets de serre. On conclura en rappelant que le secteur gazier doit être traité en étroite symbiose avec les autres secteurs économiques, sociaux et environnementaux, afin de favoriser une efficace diversification nous évitant de nuisibles dépendances. Notre vision gazière doit être effectivement participative, prenant également en compte les acteurs politiques, parlementaires et civils, à travers des mécanismes d'inclusion transparente : oui, c'est bel et bien au regard de l'ensemble et des détails de notre situation spécifique, avec la participation de tous, que doit se réaliser l'exploitation de nos ressources en gaz.

BURKINA FASO

Déclaration des OPM sur la suspension de Radio Oméga

Les Organisations professionnelles des médias (OPM) ont appris avec stupéfaction la décision de suspension *« jusqu'à nouvel ordre »* de la Radio Oméga FM. C'est à travers un communiqué signé de son porte-parole M. Jean Emmanuel Ouédraogo, que le gouvernement burkinabè a pris cette décision aussi grave qu'inédite ce 10 août 2023. Le gouvernement sanctionne Omega pour avoir donné la parole à M. Ousmane Abdoul Moumouni, se réclamant porte-parole du Conseil de la résistance pour la République (CRR) au Niger. Le gouvernement cite, entre autres griefs contre la radio, la violation des règles d'éthique et de déontologie et le reniement de sa responsabilité en tant que médias. Le gouvernement dit au final suspendre les programmes de la radio Oméga *« au nom de l'intérêt supérieur de la Nation »*.

Nous, Organisations professionnelles des médias, réunies le 11 août 2023 à Ouagadougou, condamnons fermement cette énième intrusion du gouvernement de Transition dans la régulation des médias. Le gouvernement s'est ainsi substitué au régulateur qu'est le Conseil supérieur de la Communication (CSC).

Cette suspension de Radio Oméga est à tout point de vue illégale. Loin de toutes considérations professionnelles, cette suspension est politique. Le gouvernement n'a aucune compétence pour connaître du respect ou non des règles d'éthique et de déontologie dans un média. Cela relève des attributions du CSC, conformément à la loi organique N° 004-2018/AN du 22 mars 2018 portant modification de la loi organique N° 015-2013/AN du 14 mai 2013, portant attribution, composition, organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de la communication (CSC). Du reste, le CSC s'était saisi déjà de la question sur interpellation du gouvernement d'ailleurs et s'apprêtait à l'examiner lorsque le même gouvernement est passé outre pour prendre cette décision totalement irrégulière. En tout état de cause, si le gouvernement a un problème avec un médias, qu'il saisisse l'Observatoire burkinabè des médias (OBM), le CSC ou le juge. Dans le cas échéant, ce ne serait que de l'arbitraire.

Cette suspension de fait de Radio Oméga n'est pas une première. RFI et France 24 ont été tout autant victimes de la régulation politique du gouvernement du MPSR 2. Par ces actes, le gouvernement contribue à mettre en péril le droit du public à l'information et sape la crédibilité d'une institution comme le CSC. Par ce fait, il viole la Constitution du Burkina Faso que le Président de Transition, le Capitaine Ibrahim Traoré, a pourtant juré de défendre. En effet, le droit à l'information (article 8 de la Constitution) et le CSC (article 160.3 de la Constitution) font partie intégrante de notre loi fondamentale et aucune autorité ne devrait se permettre d'y porter atteinte, ou alors nous sommes en face d'un parjure.

L'histoire récente du Burkina Faso montre que les droits comme celui à l'information, la liberté d'expression et de presse, ont été arrachés de haute lutte. De même, le niveau de crédibilité d'une institution telle que le CSC, a été obtenu au prix d'énormes sacrifices de l'ensemble de notre peuple. L'histoire enseigne également que le peuple burkinabè s'est toujours mobilisé pour défendre ses acquis et il en sera toujours ainsi.

Au nom du droit du public à l'information en temps de paix comme en temps de crise, nous

La suite à la page 12

La suite de la page 11

Organisations professionnelles des médias (OPM), signataires de la présente déclaration, constatant que cette suspension est irrégulière et illégale :

- condamnons la suspension de Radio Oméga ;
- exigeons du gouvernement la levée immédiate et sans conditions de cette suspension ;
- apportons notre soutien au groupe Oméga Médias ;
- invitons le gouvernement à inscrire désormais ses actions dans la légalité ;
- encourageons les journalistes et les médias à continuer sereinement leur travail avec professionnalisme et abnégation en dépit des pressions et des intimidations ;
- appelons les hommes et femmes de médias ainsi que les organes de presse à rester solidaires, mobilisés et à l'écoute pour tout mot d'ordre que commanderait l'évolution de la situation ;
- invitons les défenseurs des droits humains, de la liberté d'expression et de la presse, ainsi que les démocrates, à s'opposer à cette forfaiture en vue de préserver les acquis démocratiques arrachés au prix d'énormes sacrifices ;
- interpellons le CSC à jouer son rôle régalien de régulation en assumant pleinement son autorité.

Fait à Ouagadougou, le 11 août 2023

Pour le **CNP-NZ**,
Le Président
Siriki Dramé

Pour l'**AJB**,
Le Président
Guézouma Sanogo

Pour la **SEP**,
Le Président
Inoussa Ouédraogo

Pour le **SYNATIC**,
Le Secrétaire Général Adjoint
Aboubakar Sanfo

Pour **Reporters du Faso**,
Le Président
Moumouni Simporé

Pour l'**AEPJLN**,
Le Coordinateur
Evariste Zongo

Pour l'**AEPML**,
Le Président et PD / Le Secrétaire Général
Amidou Kabré

Pour l'**APAC**,
La Présidente de la transition
Bénédicte Sawadogo

Pour l'**AMC**
André Eugène Ilboudo

Pour l'**UBESTV**,
Le Président
Ismaël Ouédraogo

Pour l'**UNALFA**,
Le Président
Lamoussa Jean-Baptiste Sawadogo

Pour l'**OBM**,
Le Président
Hamado Ouangraoua

ANNONCE

Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité
CARITAS BURKINA
OCADES

SECRETARIAT EXECUTIF DIOCESAIN DE KAYA

BP 174 KAYA
BURKINA FASO
Tél: 00226 24 45 31 34
Fax : 00226 24 45 36 25
Email : ocadeskaya@fasonet.bf
Site Web: www.ocades-kaya.org

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N° Réf : N°2023/OCADES/SEDK/RA/FPI/01

1 - OBJET

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet "renforcer la résilience et réduire la malnutrition au Burkina Faso, OCADES Kaya en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial, Programme du Burkina Faso, lance un Appel d'Offres Ouvert pour des travaux de réalisation de 04 périmètres maraichers de 1 ha chacun composés de 02 forages positifs d'au moins 4 m3/h équipés de pompes solaires, un polytank de 10m3 sur support de pose métallique de 5m de haut et 04 bassins d'irrigation.

2 - PARTICIPATION

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises ou groupements d'entreprises qualifiées (Agrément technique FN2) légalement installées au Burkina Faso.

3 – ALLOTISSEMENT

Les travaux objet du présent appel d'offres sont en 2 lots répartis comme suit :

PROVINCE	COMMUNE	Lot	LIEU	FORAGE EQUIPE	POLYTANK	BASSIN
Sanmatenga	Kaya	1	Zablo	2	1	4
			Secteur 2	2	1	4
		2	Iryastenga	2	1	4
			Silmiougou	2	1	4

NB : Une même entreprise ne saurait être attributaire de deux lots à la fois

4 - DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution ne devrait pas excéder **quarante-cinq (45) jours** pour chaque lot.

- 25 jours pour la foration et les essais pompages
- 20 jours pour la finalisation des autres travaux

5 - CONSULTATION ET ACHAT DU DOSSIER

Les entreprises intéressées à participer peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres dans les bureaux de l'OCADES Kaya au secrétariat, aux jours et heures suivants : du lundi au vendredi de 8H00 à 16H00.

En outre, il est mis en vente au prix forfaitaire de **cinquante mille (50.000) FCFA** non remboursable.

Les candidats potentiels ayant acquis le dossier d'appel d'offres sont tenus de fournir leurs noms et leurs coordonnées (y compris leurs adresses de courrier électronique) afin qu'ils puissent être informés de toute modification apportée au dossier d'appel d'offres et/ou recevoir des éclaircissements suite à des questions posées par d'autres candidats.

ANNONCE

6- PIECES ADMINISTRATIVES

Pour être recevable, chaque dossier devra comprendre les pièces suivantes :

- une Attestation de Situation Fiscale ;
- une Attestation de Situation Cotisante;
- une Attestation de l'Agence Judiciaire du Trésor ;
- une Attestation de la Direction chargée des Lois Sociales ;
- une garantie de soumission;
- un agrément technique catégorie FN1 ou FN2;
- une Attestation d'Inscription au Registre de Commerce ;
- une photocopie du reçu d'achat du dossier.

N.B: L'agrément technique et la garantie de soumission sont des pièces OBLIGATOIRES à l'ouverture des dossiers. L'absence d'une des pièces entraîne le rejet de l'offre. Toutes les pièces administratives doivent être datées de moins de trois (03) mois.

7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

8 - DATE DE DEPOT DES OFFRES ET OUVERTURE DES PLIS

Les offres présentées en **un original et trois (03) copies par lot**, conformément aux Instructions aux soumissionnaires, devront parvenir ou être remises au bureau de l'OCADES Kaya, au plus tard le ***24 aout 09 heures 00 mn temps universel***. Les enveloppes seront ouvertes le ***24 aout 2023, à 9 heures 30 mn temps universel*** en présence des représentants des candidats qui souhaitent assister à la séance d'ouverture des offres. L'ouverture aura lieu au bureau de OCADES Kaya dans la salle de réunion de l'administration. Les offres reçues après la date limite seront rejetées.

En cas d'envoi de l'offre par la poste ou autre mode de transmission, l'OCADES Kaya ne pourrait être tenue responsable de la non-réception de celle-ci.

Il est exigé des soumissionnaires une garantie de soumission d'un montant de **1.000.000 FCFA** et d'une capacité financière de **5.000.000 FCFA** délivrée par une banque, un établissement financier agréé ou une mutuelle de microfinance agréée, pour ce lot.

9 – RESERVES

Les soumissionnaires peuvent soumissionner à l'ensemble des lots. Cependant, OCADES se réserve le droit de n'attribuer qu'un (01) lot au maximum par entreprise ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Kaya, le 08 aout 2023

Le Secrétaire Exécutif

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Burkina Faso: Un hélico du PAM pris pour cible par des terroristes



C'est la première fois qu'un avion d'une organisation humanitaire est pris pour cible par les militants des groupes armés terroristes. Un hélicoptère de type MI26T du Programme alimentaire mondial (PAM) a essuyé le jeudi 10 août 2023 des tirs dans le Nord du pays, a rapporté le quotidien L'Observateur Paalga, confirmant des informations apprises par Apa auprès de sources humanitaires. Selon des occupants, l'incident s'est produit à hauteur de Pobéo-Mengao ou de Toulfé, alors que l'appareil, chargé de vivres, avait quitté la ville de Ouahigouya (région du Nord) pour ravitailler celle de Djibo (région du Sahel). Les tirs n'ont pas fait de victimes ni de blessés parmi les passagers et les pilotes qui ont pu faire atterrir l'engin comme prévu avec sa cargaison à Djibo, a ajouté une source humanitaire.

Campagne politique au Gabon: Ali Bongo Ondimba était à Makokou et à Oyem



Le président sortant et candidat à sa propre succession, Ali Bongo Ondimba, était le lundi 14 août, dans le cadre de sa campagne électorale en vue du scrutin présidentiel du 26 août prochain au Gabon, à Makokou dans la province de l'Ogooué Ivindo, puis à Oyem dans la province du Woleu Ntem. Après avoir parcouru les provinces de la Nyanga, de la Ngounié, de l'Ogooué Maritime et du Moyen Ogooué, Ali Bongo Ondimba rencontrera les populations pour faire part de ses ambitions sur l'emploi pour tous pour les populations. Selon ses discours précédents, Ali Bongo promet de créer plus de 8 000 contrats d'apprentissage, à proposer plus de 30 000 contrats d'insertion emploi, à accompagner 30 % des Gabonais économiquement faibles dans un programme de réinsertion, puis à augmenter la dotation du programme de micro-crédit à taux préférentiel, et à faciliter les départs à la retraite à 65 ans.

Situation de crise au Niger: Paris boude Washington pour sa position



La diplomatie française n'apprécierait pas du tout que Washington soit ouvert à la négociation avec les nouvelles autorités nigériennes, rapporte Le Figaro. Paris semble lâché par tous ses alliés sur le dossier. La France serait en effet furieux de voir Washington négocier avec les nouveaux maîtres du pays, après que le Président Mohamed Bazoum a été mis hors-jeu. La visite au Niger de Victoria Nuland, numéro trois de la diplomatie américaine, exaspère notamment côté français. Les Américains «ont fait tout le contraire de ce qu'on pensait qu'ils feraient», explique-t-on ainsi au Quai d'Orsay. Autre pomme de discorde entre la France et les États-Unis : une potentielle intervention militaire, sous l'égide de la Cédéao. Alors que Paris pousse très fort en ce sens, Washington a initialement fermé la porte à un recours à la force, voulant préserver avant tout ses intérêts dans la région.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Crise militaro-politique au Soudan: Al-Burhan accuse les Fsr de semer le chaos



Le commandant général Abdel Fattah Al-Burhan a accusé les Forces de soutien rapide (Fsr) de semer le chaos et de créer des tensions politiques et des crises économiques, lors d'une allocution télévisée. A l'occasion de l'anniversaire de la création des Forces armées soudanaises, le commandant général Abdel Fattah Al-Burhan a accusé les Forces de soutien rapide (Fsr) de semer le chaos et de créer des tensions politiques et des crises économiques, en falsifiant les faits et en ayant recours à la corruption : « Comment peut-on instaurer la démocratie en perpétrant des crimes de guerre, tels que ceux qui ont été commis à Khartoum, El Geneina, Kutum, Tawila, Sorba, Suleia, Munawashi, Kass et dans tous les endroits où les rebelles ont posé le pied depuis leur mutinerie qui a mal tourné ».

Rca: Un ancien président du Conseil national de transition condamné à 5 ans de prison



La justice centrafricaine l'a reconnu coupable d'incitation à la haine et à la révolte contre les institutions de l'Etat. « Dans un verdict rendu public, le 4 août 2023, par le tribunal de grande instance de Bangui, Ferdinand Alexandre Nguendet et Charly Rodrigue Kokama ont été condamnés à 5 ans de prison par contumace », a rapporté dans un article jeudi 10 août, Radio Ndeke Luka de la Rca. Selon le verdict du tribunal de grande instance de Bangui qui avait ouvert en juin dernier une information judiciaire, l'ancien président du Conseil national de transition, Ferdinand Alexandre Nguendet et Rodrigue Charly Mokounambi Kokama « ont été jugés pour appel à l'insurrection armée et atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat ».

Transport aérien au Mali: Air France prolonge la suspension de ses liaisons avec Bamako et Ouagadougou



La compagnie aérienne Air France a prolongé la suspension de ses liaisons avec Bamako et Ouagadougou, jusqu'au 18 août, rapporte vendredi la presse Française. Les vols depuis et vers le Niger sont quant à eux toujours suspendus «jusqu'à nouvel ordre» en raison de la fermeture de l'espace aérien nigérien décidée par les autorités du Cnsp Conseil national pour la sauvegarde de la patrie). Des temps de vols allongés de 15 mn à 2 heures sont toujours à prévoir pour les liaisons avec l'Afrique subsaharienne. En parallèle de cette annonce, la presse malienne indique que l'agence nationale de l'aviation civile malienne a décidé d'annuler l'autorisation d'exploitation de vols du programme « saison Eté 2023 » d'Air France et prévient la compagnie que ses créneaux pourraient être accordés à une autre compagnie qui le solliciterait.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Togo : Crise au Niger - Faure Gnassingbé interdit l'utilisation de l'espace aérien togolais



Le président togolais Faure Gnassingbé aurait interdit l'utilisation de l'espace aérien de son pays pour la coordination de la force d'attente de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), indiquent des sources diplomatiques, selon Confidentiel Afrique le samedi 12 août 2023. Face à cette décision de l'Etat togolais, l'Élysée aurait informé les Chefs d'État Macky Sall, Alassane Ouattara, Tinubu Bola et Embalo Sissoko de ce choix. Cette information survient après que le Tchad a également refusé d'autoriser l'utilisation de son espace aérien dans le contexte de la force d'attente de la Cédéao. De même, Tinubu Bola du Nigéria fait face à des obstacles internes, notamment des oppositions de son propre parti politique et d'une grande partie des sénateurs nigérians, qui rejettent l'intervention militaire de la Cédéao.

Niger: Bazoum visé par des poursuites pour haute trahison



Au Niger, la junte qui s'est emparée du Pouvoir le 26 juillet dernier, menace d'engager des poursuites contre le président déchu Mohamed Bazoum, pour « haute trahison » et « atteinte à la sûreté intérieure et extérieure ». « Le gouvernement nigérien a réuni à ce jour des preuves pour poursuivre devant les instances nationales et internationales compétentes le président déchu et ses complices locaux et étrangers, pour haute trahison et atteinte à la sûreté intérieure et extérieure du Niger », a annoncé dimanche 13 août 2023 dans la soirée, le colonel-major Amadou Abdramane, porte-parole de la junte. Elle prétend que Mohamed Bazoum n'est pas séquestré et reçoit régulièrement son médecin.

Loi réprimant l'homosexualité en Ouganda: Le président accuse la Banque mondiale de faire pression pour le retrait



Les Ougandais « se développeront avec ou sans prêts », a rétorqué Yoweri Museveni sur Twitter, rebaptisé X, après l'annonce faite par la Banque mondiale de suspendre ses décaissements en faveur de l'Ouganda. « Il est regrettable que la Banque mondiale et d'autres tentent de faire pression pour que nous abandonnions notre foi, notre culture, nos principes et notre souveraineté, en utilisant l'argent », a déclaré le président ougandais qui s'est engagé à trouver. Les Ougandais « se développeront avec ou sans prêts », a rétorqué Yoweri Museveni sur Twitter, rebaptisé X, après l'annonce faite par la Banque mondiale de suspendre ses décaissements en faveur de l'Ouganda.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Situation au Niger: L'église béninoise s'oppose à l'option militaire



Face à la situation socio-politique délicate qui prévaut actuellement au Niger, l'Église du Bénin a récemment exprimé sa vive préoccupation. Dans une déclaration émanant de la Conférence épiscopale du Bénin, les évêques ont témoigné leur solidarité avec le peuple nigérien, exhortant à la paix, à l'espoir, et à l'engagement constructif en ces temps de crises. L'Église du Bénin a appelé à une levée rapide ou à une révision de ces sanctions, estimant qu'elles ne garantissent pas le bien-être des citoyens. Préconisant la résolution pacifique des conflits, les responsables de l'église ont mis en avant l'importance de la voie diplomatique, faite de négociations, d'écoute, et de consensus.

Sénégal: Révélations sur la tentative d'actes terroristes déjouée par les Fds



La Police a déjoué un projet d'attentat dans la capitale sénégalaise, en arrêtant une quinzaine d'individus, vendredi dernier. Mais son enquête a été quelque peu compromise, puisque plusieurs autres malfaiteurs sont passés entre les mailles du filet après l'annonce de l'arrestation de leurs acolytes présumés sur Anita TV. Selon « SourceA » qui relate cette affaire dans sa parution de ce lundi, la police, qui était informée du sale coup présumé, avait décidé de filer les malfaiteurs jusqu'à Dakar pour connaître la totalité des membres du groupe. Le journal ajoute que l'enquête a été quelque peu compromise par Anita tv qui a fuité l'arrestation de 11 des individus de la bande.

Guinée: une délégation des militaires nigerien reçu par Doumbouya



Une délégation des militaires au pouvoir au Niger était samedi à Conakry. Le but de ce déplacement est de remercier le président de la Transition guinéen pour son soutien au coup d'etat qui a renversé Mohamed Bazoum. Le président Doumbouya a fait part à la délégation nigérienne de l'engagement panafricain de son pays, selon Africanews.

Maroc: des feux de forêt dans la périphérie de Tanger



Un incendie de forêt s'est déclaré jeudi 10 août en fin de journée à la périphérie de Tanger au Maroc. Le feu s'est propagé vers les maisons au nord-ouest de Tanger le vendredi 11 août. La forêt de Rmilat couvre 300 ha et le feu s'est déclaré il y a trois jours, touchant entre 20 et 25 hectares. Les circonstances du déclenchement de l'incendie ne sont pas connues alors que les rapports indiquent que la saison estivale d'incendies connaîtra une hausse , selon Africanews.

HOROSCOPE DU JOUR

BÉLIER (21 mars - 19 avril)

Bélier, si tu luttes ces temps-ci contre une fatigue inhabituelle et que tu ne te sens pas à ta place, tu subis peut-être les effets du changement de saison et du manque d'activité physique. Les changements de température entre les jours froids de l'hiver et les jours chauds de l'été peuvent affecter ton bien-être.

TAUREAU (20 avril- 20 mai)

Taureau, il est important que tu ne laisses pas l'anxiété prendre le dessus. Ta façon unique d'aborder les problèmes au travail a conduit à des résultats surprenants, et c'est quelque chose que tu devrais valoriser. Cependant, ton partenaire peut se sentir intimidé par tes compétences, ce qui pourrait entraîner des tensions entre vous.

GÉMEAUX (21 mai- 20 juin)

C'est aujourd'hui le jour idéal pour repousser tes limites et t'ouvrir à de nouvelles expériences, Gémeaux. Tu te trouves actuellement dans une période de croissance et d'exploration, il est donc important que tu t'autorises à expérimenter des choses que tu n'avais pas envisagées auparavant.

CANCER (21 juin - 22 juillet)

Cancer, le moment est idéal pour faire confiance à ta sagesse intérieure et écouter les signaux que t'envoie ton cœur. Bien qu'ils puissent être en contradiction avec la réalité extérieure, ton intuition et ta force spirituelle te guideront vers de nouveaux sommets et de nouvelles opportunités.

LION (23 juillet - 23 août)

Lion, si tu es confronté à un défi difficile à relever, il est important que tu te concentres sur des pensées positives et que tu visualises que tu l'as déjà surmonté. Tu retrouveras ainsi l'énergie et la force nécessaires pour faire face à l'anxiété qui peut t'empêcher de profiter de la vie.

VIERGE (24 août- 22 septembre)

Vierge, cette journée s'annonce propice pour te concentrer sur tes affaires personnelles et en particulier sur l'amour. L'astrologie renforce ton bien-être émotionnel, ce qui te donne une excellente occasion d'aborder les différences ou les conflits que tu pourrais avoir avec ton partenaire.

BALANCE (23 septembre- 22 octobre)

Balance, une nouvelle qui te remplira de joie et d'enthousiasme t'attend aujourd'hui. C'est quelque chose que tu avais du mal à imaginer auparavant, mais grâce à ta coopération et à la bonne relation que tu entretiens avec les autres, le vent souffle en ta faveur et te portera vers la destination que tu as tant désirée de toutes tes forces.

SCORPION (23 octobre- 21 novembre)

Scorpion, il est gratifiant de voir que tu as réussi à te remettre un peu de cette baisse de moral dans laquelle tu te trouvais. Bien que les inquiétudes soient encore présentes, le fait que tu aies changé d'attitude et que tu te concentres désormais sur l'acceptation est un grand pas en avant.

SAGITTAIRE (22 novembre - 21 décembre)

Sagittaire, il est vrai que les imprévus peuvent parfois nous déstabiliser de nouveau après que nous nous soyons remis d'une situation difficile. Il est important de se rappeler qu'il est normal de se sentir triste ou en colère et qu'il ne faut pas réprimer ses émotions.

CAPRICORNE (22 décembre- 19 janvier)

Capricorne, c'est aujourd'hui une journée passionnante pour toi, car tu recevras une bonne nouvelle qui t'offrira une opportunité que tu attendais depuis longtemps. Il est important que tu sois attentif aux signes subtils qui peuvent apparaître dans ta vie, car cette opportunité pourrait ne pas se manifester de manière évidente.

VERSEAU (20 janvier- 19 février)

Verseau, ce sera aujourd'hui une journée spéciale et significative pour toi et ta famille, car un événement important ou une grande nouvelle touchera l'un de tes proches. Il pourrait s'agir de l'arrivée d'un bébé, d'une bonne nouvelle ou d'une fête qui vous rapprochera encore plus.

POISSONS (20 février- 20 mars)

Poissons, si tu as été déçu de découvrir qu'une personne en qui tu avais pleinement confiance t'a trahi, nous comprenons tout à fait que tu te sentes blessé et peiné. Cependant, ne laisse pas cette déception te paralyser ou t'empêcher d›aller de l›avant. Il est important que tu prennes des mesures pour te protéger et guérir sur le plan émotionnel.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
mailto:contact@sc-mail.info
Site web https://www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
OUEDRAOGO Wendtouin

Equipe de rédaction
Djakaridja GHO
Mohamed OUEDRAOGO
Lucien DAKISSAGA
OUEDRAOGO Wendtouin

Équipes de montage
Djakaridja GHO

Distribution
https://www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21/ +226 61 08 03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque Cameroun
viaPRESSE.com Europe - Amerique
Cdiscount France
MONKIOSK.com Côte d'Ivoire
fnac Europe
viapress.be Belgique
SOGAPRESSE Gabon
ePresse Europe - Amerique
Cultura France
emediaplace Afrique
France loisirs France
scopalto Europe
orange Tous les pays Orange
Tego
YouScribe Tous les pays qui ont Orange Money